ZONE INDUSTRIELLE DE SIDI KHALED À BOUIRA

Des dizaines de projets traînent en longueur

En visite d'inspection et de travail ce mercredi à la zone industrielle de Sidi Khaled, dans la commune de Oued El Berdi, à 10 kilomètres au sud de Bouira et à moins de 3 kilomètres de l'autoroute Est-Ouest, le wali de Bouira Nacer Maskri n'a pas caché sa déception face aux lenteurs constatées dans la réalisation des projets dont certains datent de 2012, voire avant.

Partis pour inspecter les travaux et s'enquérir de l'état d'avancement des projets ayant eu l'aval du Calpiref, le wali s'est retrouvé avec pratiquement les mêmes taux d'avancement d'il y a quelques mois déjà.

Sur place et dès la présentation de l'état général de cette zone industrielle, l'on pouvait largement comprendre la suite de la visite.

43 projets traînent en longueur

La zone industrielle de Sidi Khaled a été créée dans les années 1980. Mais à cause d'une politique de l'Etat qui ne s'est jamais soucié de l'économie productive, se contentant le plus souvent du pétrole et des hydrocarbures en général, ajouté le fait que la wilaya fut, à son corps défendant, longtemps confinée dans un statut de wilaya agricole par «excellence», la ZI s'est retrouvée presque à l'abandon. Pendant des dizaines d'années, les rares – pas tous heureusement – investisseurs qui s'y sont intéressés, l'étaient plus par esprit de prédation que par autre chose. La loi sur l'investissement de l'époque octroyait à l'investisseur le droit de cession du terrain ou du lot demandé pour le projet d'investissement. Une fois les documents entre leurs mains, ces mêmes «investisseurs», au lieu d'implanter leurs projets, essayent de vendre ce terrain qui leur appartient. Cette mentalité a longtemps prévalu avant qu'une loi ne vienne arrêter cette gabegie et changer la cession en concession, permettant ainsi à l'Etat de récupérer son terrain facilement, sans recourir à la justice.

Aussi, pour le cas de la ZI de Sidi Khaled, et bien que celle-ci s'étende sur quelque 225 hectares avec quelque 105 lots, et est donc censée être le fleuron de la wilaya de Bouira, il n'en est rien. Jugez-en : sur 82 projets agréés et censés être abrités au niveau de cette zone, seuls 32 projets sont opérationnels. Le reste est soit en cours de réalisation avec 31 projets, soit en cours de lancement avec 11 projets, ou carrément à l'arrêt avec 9 projets, ou en cours d'annulation avec 6 projets.

A première lecture et vu le nombre de projets en cours de réalisation ou en cours de lancement, soit 43 projets, l'on pourra dire que les choses avancent plutôt bien. Que non puisque justement, ce sont ces projets en cours de réalisation qui ont irrité le wali puisque la majorité d'entre eux avance à pas de tortue. Aussi, et pour ne pas se montrer complaisant, le wali a menacé nombre de porteurs de projets de résiliation et d'annulation des arrêtés d'attribution du terrain s'ils persistent dans cette cadence.

Une zone d'extension de 190 hectares disponible sous peu

Cela étant, et sans omettre de rappeler que dans ce tableau, il existe quand même certains investisseurs qui ont donné satisfaction à l'exemple de Mechri Adel ou encore de Banouh Mouloud, deux investisseurs qui ont achevé les travaux et qui vont démarrer incessamment, le wali lors de la séance de travail tenue sur place, a insisté sur l'étude d'impact sur l'environnement pour chaque investisseur tant chaque projet possède ses propres rejets et autres produits polluants, donc sa propre station d'épuration des eaux et de ses rejets.

Outre cela, le wali a évoqué la zone d'extension qui s'étend sur 190 hectares et dont le bureau d'études de Cosider devra notamment achever ses travaux de lotissements de cette zone dans un délai n'excédant pas la fin du mois de février. Le wali a insisté sur la réception de cette zone qui devra abriter des projets structurants et autrement plus importants, avec des complexes d'automobile comme celui d'Iveco de Mohamed Bairi dont le projet du groupe Ival Algérie devra voir le jour au niveau de cette zone et sera opérationnel, selon le P-dg Bairi, avant la fin de l'année en cours.

D'autres investisseurs que le wali a préféré taire pour le moment attendent avec impatience cette nouvelle zone qui, faut-il le rappeler, est traversée par la pénétrante de Sour-El-Ghozlane en 2 x 2, et reliée à l'autoroute Est-Ouest à moins de 3 kilomètres.

Le wali qui était accompagné de plusieurs directeurs d'exécutif a insisté en outre sur l'eau industrielle qui sera disponible sous peu avec la réalisation de deux grands réservoirs en amont pour permettre aux investisseurs de profiter de cette eau en système gravitaire, de l'énergie en terme d'électricité avec la réalisation des transformateurs pour chaque investisseur ou pour un groupe d'investisseurs lorsque cela est faisable ou encore en gaz naturel disponible sur les lieux, et enfin, l'internet et la fibre optique pour le téléphone fixe.

Dialogue de sourds entre les autorités et les investisseurs

Seul point noir dans toute cette volonté affichée par le wali qui avait même un jour appelé carrément les investisseurs à dénoncer les responsables véreux ; la réaction des investisseurs ou plutôt, leur inaction constatée ce jeudi.

Les ayant invité à cette sortie par l'intermédiaire du directeur de l'industrie afin de débattre sur place des problèmes auxquels ils font face, le wali a remarqué l'absence de plusieurs d'entre eux, alors que ceux qui étaient présents et bien que sur le terrain, leurs projets n'ont guère avancé et cela, pour une raison ou pour une autre, mais le plus souvent pour des raisons bureaucratiques liées aux documents et au manque de guichet unique pouvant leur faciliter la tâche dans leur quête de régularisation de leurs situations vis-à-vis de l'administration, bien que le wali ait invité tout le monde au débat, aucun investisseur présent n'a osé ou voulu poser ou étaler les vrais problèmes ni essayé de crever l'abcès sur ce qui n'allait pas.

La présence des journalistes aurait pu être une aubaine pour ces investisseurs pour dénoncer cette bureaucratie et même, pourquoi pas, les tentatives de corruption de certains responsables si tant est que cela existe. Malgré cette opportunité, la séance de travail a été presque inutile dirons-nous, tant elle n'a rien apporté de nouveau. Le dialogue de sourds entre les autorités et les investisseurs persistera encore et pendant longtemps, avec au final et à chaque fois, des investisseurs, le plus souvent d'honnêtes gens, qui finissent par quitter le train sans crier gare en abandonnant même les milliards de centimes dépensés dans les plateformes et autres terrassements, avant de fuir à cause justement de cette bureaucratie qui s'apparente au chantage et aux tentatives de soudoiement. Enfin…

Durant cette sortie, le wali a insisté sur la cadence mais, nous le savons, dans deux, trois, voire six mois, le même rythme sera là, les mêmes engins sur les lieux, les mêmes pistes d'une zone semblable à un éternel chantier et qui n'arrive plus à voir le jour comme vraiment une zone industrielle digne de ce nom, seront toujours là. Et…

Y. Y.

EL-TARF

Les travailleurs de GME attendent leurs salaires

Ce sont exactement 53 travailleurs de la grande menuiserie de l'Est (GME) qui se trouvent actuellement sans ressources financières et pour cause, ils accusent trois mois de salaires impayés.

Pire, l'usine qui faisait, jadis, la fierté de la ville d'El-Tarf et employait 450 personnes est actuellement sans électricité et sans eau à cause de factures impayées.

Interrogés, certains employés de ladite usine, aux bords de la crise de nerfs et devant la léthargie et l'indifférence de leurs responsables, menacent d'user de leurs droits à la grève illimitée.

«Notre unité de production ne dispose pas actuellement d'un plan de charge et nous n'avons même pas de bois pour produire quoi que ce soit. C'est le néant. Notre avenir est hypothéqué», ont indiqué nos interlocuteurs.

Reste au ministre de l'Industrie d'user de son pouvoir pour trouver une solution radicale pour cette usine qui est embourbée dans d'inextricables problèmes depuis belle lurette.

Daoud Allam

SIDI-BEL-ABBÈS

Colère des agents communaux de Lamtar

Dans la journée d'hier, plus de 50 agents communaux de Lamtar ont refusé de travailler et ont observé un regroupement devant l'APC pour réclamer les salaires de décembre et janvier qui n'ont pas été versés à ce jour.

Selon des sources proches de la municipalité, c'est un problème de prérogatives qui a compromis le versement des salaires de ces contestataires.

Selon ces sources, l'APC a fait les états de salaire de décembre et janvier pour certains agents et de janvier seulement pour les autres qui ont été visés comme d'habitude par le chef de daïra. Au niveau du contrôle financier, ces états de salaire ont été rejetés par le nouveau contrôleur financier, qui a exigé, non pas la signature du chef de daïra, mais celle du P/APC. Les états de salaire ont été repris, refaits et signés par le P/APC comme exigé.

Une fois devant le contrôleur financier, ce dernier a refusé de les signer, justifiant cela par le fait qu'il a déjà saisi la direction régionale du budget et qu'il était dans l'attente de sa réponse pour viser les états établis.

Le trésorier de son côté a, lui aussi, refusé de viser les états de salaire exigeant qu'ils soient signés et par le P/APC et par le contrôle financier.

Entretemps, les agents communaux sont pénalisés et leurs salaires n'ont pas été versés.

Si pour la journée d'hier, l'APC, qui a tenté de convaincre les manifestants au sujet de ce problème de visa est parvenue à les disperser, les lendemains ne sont pas sûrs et d'autres arrêts de travail et sit-in ne seraient pas à écarter.

A. M